



## **MACRON ET TOUTE TA BANDE, C'EST AU CHÔMAGE QU'IL FAUT S'ATTAQUER PAS AUX CHÔMEURS !**

**C**ovid oblige, le gouvernement avait renoncé à appliquer la réduction des allocations chômage prévue au 1er avril 2020. Mais Elisabeth Borne, la ministre du Travail, a annoncé que la réforme de l'assurance chômage entrera en vigueur dès le 1er juillet. Pas la partie qui pénaliserait un peu les patrons abusant du travail précaire, repoussée à 2022. Mais celle qui organise la baisse du montant des allocations : une nécessité et même une priorité, d'après ce gouvernement à la solde des riches.

### **LA GUERRE AUX PRÉCAIRES**

Le gouvernement prétend que cette réforme servira à lutter contre les chômeurs qui « profitent » du chômage. Comme si c'était un choix d'être au chômage, surtout dans le contexte actuel ! Selon l'Unédic, 840 000 personnes (38 % des allocataires) connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation, de 20 % en moyenne, et cela pourrait aller jusqu'à des montants divisés par deux pour certains. Pour une personne ayant eu deux CDD de trois mois payés au Smic sur les 24 derniers mois, les allocations passeraient de 975 euros à 659 euros. Le salaire journalier de référence utilisé pour calculer les allocations prendra en compte les périodes d'inactivité, alors que, aujourd'hui, seules les périodes salariées sont prises en compte. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seraient les premiers pénalisés.

### **UNE RÉFORME QUI N'A RIEN À VOIR AVEC LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ**

Les patrons sont responsables du chômage : en 2020, 360 000 emplois ont été détruits, rien que dans le privé. Le nombre de chômeurs devrait encore augmenter avec la fin des dispositifs de chômage partiel. Même Antoine Foucher, ex-directeur de cabinet de la ministre du Travail et l'un des principaux artisans de la réforme en 2019, reconnaît que ce n'est pas le moment d'appliquer la réforme et que « les demandeurs d'emploi concernés vont avoir un lourd sentiment d'injustice ».

### **S'EN PRENDRE AUX CHÔMEURS POUR ATTAQUER TOUS LES SALARIÉS**

Si le gouvernement voulait réellement combattre la précarité, il s'en prendrait à ceux qui utilisent les subventions publiques pour moderniser leurs installations et licencier. À ceux qui embauchent en CDD à répétition, ou en intérim, au lieu de créer les emplois fixes nécessaires. Mais le malus prévu dans ce dernier cas sur les cotisations chômage est reporté en 2022 et les activités fortement touchées par la pandémie sont de toute façon sorties du dispositif.

Cette réforme devrait rapporter aux caisses moins d'1,3 mil-

liard d'euros par an. À comparer aux 17,4 milliards de déficit de l'Unédic en 2020 du fait du financement du chômage partiel. Et au total, fin juillet 2020, des 470 milliards mobilisés pour venir en aide aux patrons, auxquels s'est ajouté un plan de relance de 100 milliards en septembre. Alors, pourquoi cette annonce d'une réforme qui ne rapportera qu'une goutte d'eau aux caisses mais va enfoncer un peu plus dans la misère les plus précaires ?

En s'en prenant aux chômeurs, qui seront poussés à accepter des contrats à n'importe quel prix, même mal payés, même avec des conditions de travail déplorables, le gouvernement fait pression à la baisse sur les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs.



### **LES VÉRITABLES URGENCES**

La véritable urgence en ce moment, ce serait de renforcer les filets de sécurité pour protéger les travailleurs de la crise. Il faudrait déjà interdire tout licenciement.

Ensuite, personne ne devrait vivre avec moins de 1 500 euros par mois : c'est le montant minimum que le gouvernement alloue à tous les propriétaires de bars et restaurants. Pourquoi ce qui est bon pour ceux-là ne le serait-il pas pour les travailleurs privés d'emploi ?

Les patrons ont commencé leur offensive en licenciant, le gouvernement la poursuit en réduisant les allocations chômage. Et quoi demain ? La baisse de tous les salaires, la suppression du Smic ? Est-ce que cette réforme sera la réforme de trop, celle qui nous mettra en colère et les contraindra à cesser leurs attaques ? On ne peut que l'espérer.



[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

**BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA**  
Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur.  
Et maintenant sur Facebook...



## AUTOMOBILE RENAULT LARDY : NOUVEAU DÉBRAYAGE CONTRE LA CASSE SOCIALE

Face à la direction de Renault qui met en œuvre son plan d'économies de 2 milliards d'euros et 4600 suppressions de postes en France (15 000 au total dans le monde), les salariés du site d'ingénierie de Renault Lardy (Essonne) ne restent pas l'arme au pied. Depuis le mois de juin, les débrayages se multiplient dans ce centre technique spécialisé dans la conception des moteurs du groupe.

Après une mobilisation réussie début janvier, les salariés ont récidivé à l'appel de la CGT et de Sud, jeudi 4 mars, pour manifester leur colère et s'organiser contre les plans de la direction.

les licenciements et les suppressions de postes que les capitalistes multiplient actuellement constituent une offensive globale. Entre les salariés de l'automobile menacés comme ceux de Renault Flins, de l'usine de moteur PSA de Douvrin ou de Bosch Rodez, les prestataires de service comme Elior, ou les entreprises touchées par les « licenciements verts » comme la raffinerie de Grandpuits, les salariés Lardy comptent bien s'adresser à d'autres pour engager la riposte contre la casse sociale.

## TOUJOURS LES MÊMES GHOSNERIES

Ça faisait longtemps qu'on ne l'avait pas vu ! Après Sarkozy coupable de corruption et PPD accusé de viol, il ne manquait que l'interview de Ghosn le 3 mars pour que LCI réussisse son grand chelem des crapules. Bien planqué à Beyrouth, il a recommencé à se plaindre d'un complot et dénoncé ses conditions de détention au Japon. Certes, les cellules nippones sont un peu sobres par rapport au Château de Versailles, mais le malfrat en cavale est désormais peinarde.

Un peu nostalgique de son passage chez Renault quand même : « Les quatre dernières années où j'ai été à sa tête étaient des années records. »

Des records de dividendes pour les actionnaires et de bonus pour lui ! Malheureusement, pour dénoncer sa politique contre les salariés, il n'y avait plus de créneau libre sur LCI...



## CASSE SOCIALE DANS L'AUTO : FAISONS FRONT COMMUN

Semaine après semaine, des annonces de suppressions de postes se succèdent dans le secteur automobile. Après avoir un moment reculé devant la mobilisation, la direction de Renault a fini par avouer qu'elle se débarrasserait de la Fonderie de Caudan et des 380 salariés.

À Douvrin (Pas-de-Calais), PSA vient d'annoncer la fin de la production d'un moteur Essence, ce qui laisse présager la fermeture de l'usine d'ici 2 ou 3 ans. Des Fonderies du Poitou à Choisy-le-Roi en passant par l'usine de Flins, les patrons restructurent à grands coups de suppressions de postes.

Mais ce n'est pas une fatalité, car les salariés ne se laissent pas faire : dans l'Aveyron, les salariés de SAM bloquent les livraisons à Renault pour protester contre la fermeture du site. L'usine Bosch Rodez était aussi bloquée ce lundi 8 mars. Un exemple à suivre et à amplifier pour stopper l'offensive patronale.

## PSA : UNE PRIME QUI EN DIT LONG...

PSA annonce le versement d'une prime de 2 700 euros net aux salariés qui ont travaillé en CDI à plein temps. C'est loin de faire oublier les bas salaires tout au long de l'année. Mais, avec un bénéfice net de 2,2 milliards d'euros pour l'année 2020 (en pleine crise Covid), de l'avis de beaucoup, c'est quand même la moindre des choses. Sans parler de la fortune accumulée qui a servi au rachat d'Opel et à la fusion avec Fiat-Chrysler.

En revanche, l'augmentation des salaires est de 12 euros par mois (pour un salaire de 1 500 euros). Une partie du salaire transformée en prime : de quoi maintenir une retraite au ras du sol pour des salariés poussés à la prendre !

PSA ferme le site de Douvrin dans le Nord, menace les Italiens, sous-payé les ouvriers marocains 250 euros pour produire des 208 vendues 20 000 euros en France : afin de mieux nous exploiter tous !

## INTERNATIONAL BIRMANIE : LES ENTREPRISES FRANÇAISES PARTENAIRES DES MILITAIRES

Les armes abattant les manifestants birmanais, les automitrailleuses déployées dans les rues ont-elles été financées par les 257 millions d'euros que Total a versés au fisc birman en 2019 pour ses exploitations gazières dans l'Yadana ?

Le matériel que le français Idemia, « leader de l'identité augmentée », a vendu à l'armée birmane a-t-il aidé à arrêter 1 700 des opposants au coup d'État militaire ? On sait en tout cas que les mensonges de la chaîne d'État Myanmar Radio and Television continuent bien d'être diffusés par une des filiales de Canal+. L'impérialisme dénonce (très modérément) en public les criminels avec lesquels il s'associe en privé.

## VENT DE RÉVOLTE AU SÉNÉGAL

Depuis l'arrestation le 5 mars de l'opposant Ousmane Sonko, les principales villes du pays sont secouées par d'importantes manifestations, réprimées brutalement par l'État sénégalais. Les affrontements ont déjà fait officiellement quatre morts.

La contestation a pour fond la dégradation de la situation de beaucoup de jeunes, les conséquences de la pandémie les empêchant de trouver du travail y compris dans le secteur informel.

Les entreprises françaises comme Auchan, Eiffage, Total ou encore Orange sont souvent prises pour cibles. Derrière le gouvernement sénégalais, c'est donc aussi l'impérialisme français, premier responsable du pillage du pays, qui est mis en accusation.

## FRANCE 8 MARS : POUR LES DROITS DES FEMMES, DES PROGRÈS QUI RESTENT À IMPOSER

« Grève des femmes » pour le 8 mars 2021 : le mot d'ordre lancé par un collectif d'organisations syndicales et associatives avait pour but de mettre en lumière la place des femmes dans nos sociétés.

Premières de corvée en temps de confinement dans les secteurs dits « essentiels » - éducation, santé, soins à domicile, nettoyage, commerce - elles supportent toujours en même temps l'essentiel du travail à la maison. Plus souvent que les hommes reléguées dans les emplois peu reconnus, précarisés, sous payés, à temps partiel imposé.

D'où l'idée d'une grève « si les femmes s'arrêtent, tout s'arrête » pour faire valoir leurs revendications : égalité au travail et dans la vie sociale, partage des tâches, et dignité, stop au sexisme et aux violences.

Lundi dernier, dans le monde entier, des centaines de milliers de femmes - et d'hommes - ont manifesté ensemble pour les droits des femmes. Car rien ne se gagne sans mobilisation et rapport de forces : on l'a bien vu ces dernières années sur la question du viol et des violences faites aux femmes.

Si notre bulletin t'intéresse, contact-nous :  
[npa.sarthe@gmail.com](mailto:npa.sarthe@gmail.com)  
Retrouve-nous également sur Facebook → NPA 72